

Endettement

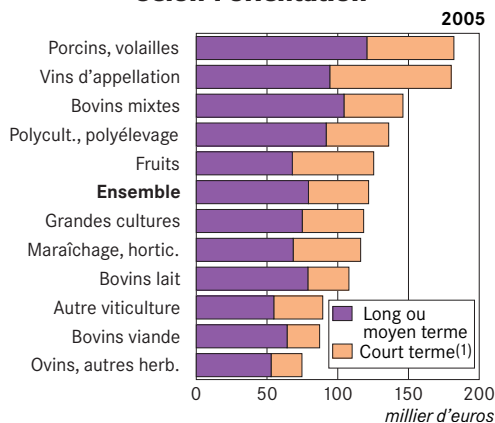
En 2005, l'endettement moyen des exploitations professionnelles s'élève à 121 800 euros. Les emprunts à long ou moyen terme représentent un peu plus de 65 % de l'endettement total.

L'endettement moyen a augmenté assez fortement à la fin des années quatre-vingt, puis plus lentement après 1990, notamment en ce qui concerne le long ou moyen terme. Hors inflation, il a diminué de 2 % entre 2004 et 2005.

L'endettement des exploitations est très dispersé. Il est inférieur à 20 000 euros pour 17 % d'entre elles, tandis que pour 38 % il dépasse les 110 000 euros. L'endettement est très lié à la dimension économique. Ainsi les grandes et très grandes exploitations (de 150 équivalent-hectare-blé et plus), qui ne représentent que 22 % de l'effectif total, concentrent à elles seules 48 % de l'endettement. Les exploitations spécialisées dans le hors-sol nécessitent de lourds investissements et sont les plus endettées. En 2005, leur endettement moyen atteint 182 200 euros, soit plus du double de celui des élevages d'ovins et d'autres herbivores.

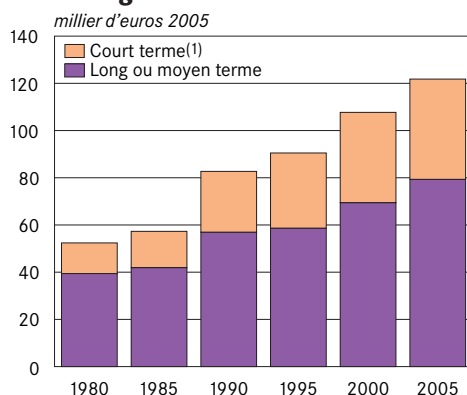
D'autres facteurs peuvent aussi expliquer l'endettement. Ainsi un jeune chef d'exploitation doit faire face à d'importantes dépenses lors de son installation, ce qui le contraint à emprunter. Ceci se traduit par un endettement à long ou moyen terme plus de deux fois plus élevé chez les exploitants de moins de 35 ans que ceux de plus de 55 ans (114 100 contre 53 700 euros).

Endettement moyen par exploitation selon l'orientation



(1) Y compris crédit fournisseur.
Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

Endettement moyen, long terme et court terme



(1) Y compris crédit fournisseur.
Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

Endettement des exploitations selon la classe de dimension économique

2005	Répartition des exploitations				Répartition de l'endettement total			
	Dimension des exploitations ⁽¹⁾				Dimension des exploitations ⁽¹⁾			
	Petite	Moyenne	Grande et très grande	Total	Petite	Moyenne	Grande et très grande	Total
Classe d'endettement	%				%			
Moins de 20 000 euros	1	15	0	17	€	1	0	1
20 000 à 50 000 euros	1	17	1	19	€	5	0	5
50 000 à 80 000 euros	€	13	2	15	€	7	1	8
80 000 à 110 000 euros	€	10	2	12	€	7	1	9
110 000 euros et plus	€	20	18	38	€	31	45	77
Total	3	75	22	100	1	51	48	100

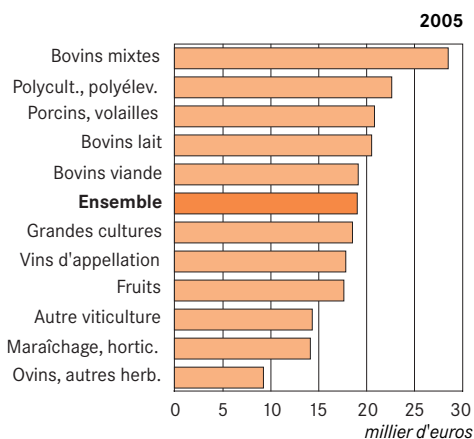
(1) La dimension économique (voir glossaire « MBS ») s'exprime en surface équivalente de blé. Petite dimension : entre 12 et 24 ha ; dimension moyenne : entre 24 et 150 ha ; grande dimension : entre 150 et 375 ha ; très grande dimension : 375 ha et plus.
Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

Endettement

Le taux d'endettement (rapport de l'ensemble des dettes au total de l'actif) des exploitations professionnelles s'élève en 2005 à 37,5 %. Le poids de l'endettement (frais financiers et remboursements d'emprunts rapportés à l'excédent brut d'exploitation) augmente sensiblement par rapport à 2004 et s'élève 40,4 %. Ce ratio est très sensible aux performances économiques de l'année. Il augmente fortement dans les orientations dont les résultats chutent, en particulier en viticulture ordinaire et en arboriculture fruitière, avec une hausse de plus de 17 points dans ces deux orientations entre 2004 et 2005. Inversement, la légère amélioration dans le secteur porcins, volailles permet au ratio de passer en-dessous de la barre des 50 % en 2005.

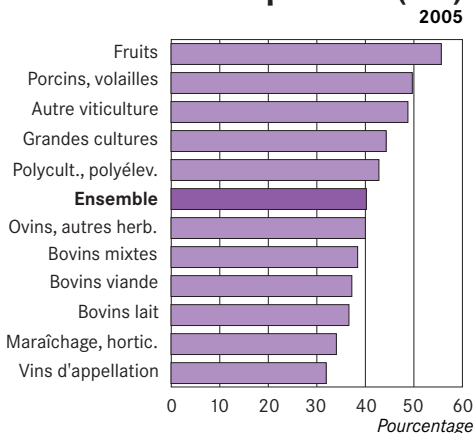
Les prélèvements privés, qui servent à assurer les besoins de l'exploitant et de sa famille ainsi qu'à acquitter les charges sociales, s'élèvent en 2005 à 31 500 euros en moyenne par exploitation, soit 21 800 euros par unité de travail non salariée. Les investissements hors foncier s'élèvent à 19 100 euros en moyenne par exploitation en 2005. Cette moyenne recouvre toutefois des disparités entre orientations : de 9 300 euros pour les éleveurs d'ovins, autres herbivores, jusqu'à 28 600 euros pour les éleveurs de bovins mixtes. Ces valeurs incluent la variation des animaux reproducteurs, qui atteint 3 800 euros en bovins mixtes.

Investissement moyen par orientation



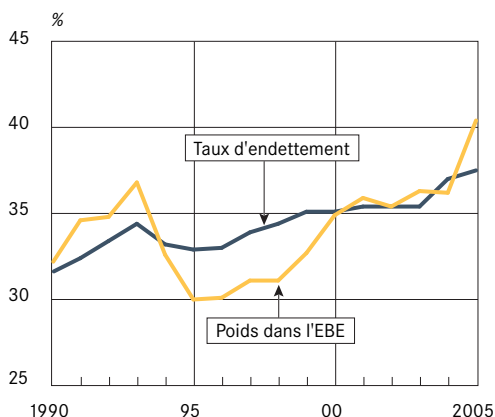
Investissement corporel hors foncier.
Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

Poids de l'endettement dans l'excédent brut d'exploitation (EBE)



Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

Évolution de l'endettement



Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

Données financières

	1990	1995	2000	2005
<i>millier d'euros par exploitation en valeur 2005</i>				
Capacité d'autofinancement	42,2	49,9	51,0	51,5
Prélèvements privés	27,9	28,8	32,4	31,5
Autofinancement	14,3	21,2	18,6	20,0
Remboursement en capital LMT ⁽¹⁾	9,6	11,0	14,4	17,8
Autofinancement net de remboursement LMT ⁽¹⁾	4,6	10,2	4,2	2,1
Investissement corporel hors foncier	13,6	15,7	18,1	19,1

(1) LMT : long ou moyen terme. Autres définitions : voir glossaire.
Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

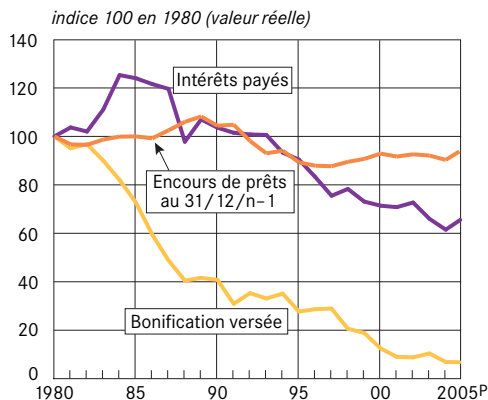
Financement

En 2006, les intérêts versés par la branche agriculture seraient stables après une augmentation de 3 % en 2005. Comme en 2005, les encours progressent en 2006, notamment ceux des prêts non bonifiés d'investissement. Mais la baisse des taux d'intérêts se poursuit. Les prises en charge par le fonds d'allègement des charges financières sont faibles depuis 2003, après les importantes mesures d'aide à la trésorerie des éleveurs prises en 2000 et 2001.

La valeur des intérêts a baissé de 27 % en termes réels entre 1990 et 2005, sous l'effet des mesures d'allègement des charges financières et de la baisse des encours jusqu'en 1997. Après un doublement en valeur courante entre 1980 et 1990, le montant des encours de prêts à l'agriculture s'est réduit jusqu'en 1995. La tendance s'est réorientée à la hausse depuis 1999, notamment avec l'importance des prêts calamités accordés en 2003 et 2004. En termes réels, le montant des encours en fin d'année 2005 était inférieur de 6 % à celui de 1980.

La bonification d'intérêts versée par l'État continue de diminuer avec la poursuite de la réduction des taux d'intérêts et un moindre recours aux prêts bonifiés. Ceux-ci représentent désormais moins de 10 % des réalisations de prêts à l'agriculture. Le recours aux prêts bonifiés s'est réduit sensiblement depuis 1980, notamment avec la disparition des prêts fonciers. Les prêts d'installation constituent 55 % des prêts bonifiés en 2005, contre 30 % en 1980.

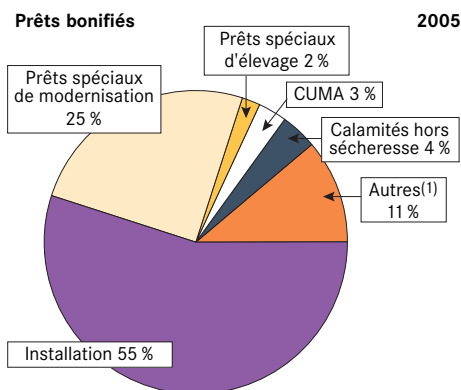
Encours de prêts et charge financière de l'agriculture



	1990	2000	2005 ^P
	<i>million d'euros</i>		
Charge financière totale	2 683,7	2 059,7	1 948,7
Intérêts payés	2 058,7	1 759,0	1 733,9
Allègement de frais financiers	124,9	77,8	2,4
Bonification versée	625,0	222,9	212,4

Sources : MAP - DAFL, Insee.

Prêts à l'agriculture (réalisations annuelles)



	1980	2004	2005
	<i>million d'euros</i>		
Prêts bonifiés	2 444	1 454	662
Prêts spéciaux de modernisation	277	442	164
Prêts d'installation	752	267	365
Prêts spéciaux d'élevage	160	47	12
Prêts aux CUMA	...	32	22
Prêts productions végétales spécialisées	0	2	0
Calamités	67	563	29
Autres(2)	287	101	70
Autres prêts (hors logement)	1 342	6 266	6 668
Total	3 786	7 720	7 330

(1) Prêts aux productions végétales spécialisées, foncier, consolidation, allongement, prêts exceptionnels.

(2) Foncier, consolidation, allongement, prêts exceptionnels.

Sources : MAP - DAFL, CNASEA.

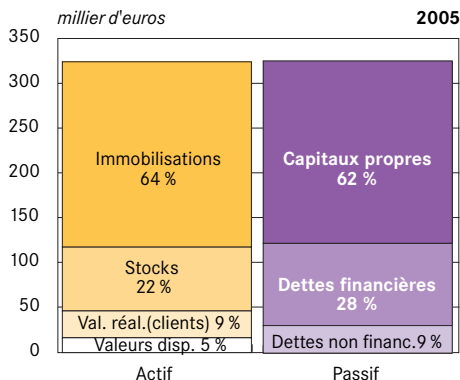
Capital

L'actif des exploitations agricoles professionnelles s'élève en moyenne à 324 900 euros par exploitation en 2005. Il est composé pour près des deux tiers d'immobilisations (principalement les terres, les bâtiments, le matériel et les animaux reproducteurs), pour 22 % de stocks (qui comprennent entre autres les animaux non reproducteurs), et pour le reste (14 %) de créances à court terme sur des tiers et de disponibilités (trésorerie).

Une partie des stocks n'est pas réalisable rapidement : animaux jeunes, vin en cours de vieillissement. La structure de l'actif est donc exigeante en financement durable. Les capitaux propres représentent 62 % du passif. Les dettes financières (principalement des emprunts à long ou moyen terme) complètent les ressources durables et représentent 28 % du passif. Les bâtiments et installations d'exploitation sont désormais le poste le plus important de l'actif immobilisé avec 53 200 euros. La part des terres dans les immobilisations continue de régresser, avec 21 % en 2005 contre 34 % en 1990. Le développement du fermage et des formes sociétaires, ainsi que la quasi-stabilité de la valeur réelle des terres sur la période, expliquent ce recul.

Au total, pour l'ensemble de l'agriculture professionnelle, les actifs sont évalués en 2005 à 194 milliards d'euros. Sont incluses dans cette évaluation toutes les terres utilisées, quel que soit leur mode de faire-valoir. La valeur des terres en fermage est estimée à 81 milliards d'euros.

Bilan moyen de l'exploitation professionnelle agricole



Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

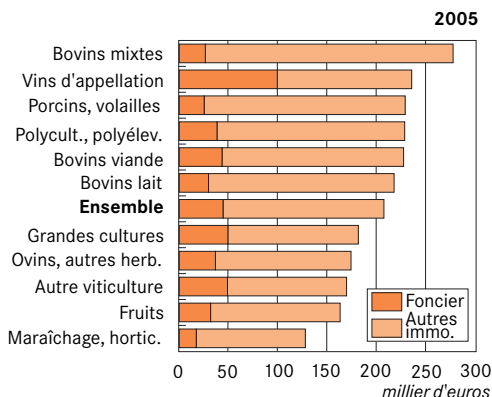
Bilan financier de l'agriculture professionnelle

	1990	2005
	milliard d'euros 2005	
Total actif	205,8	193,8
Foncier agricole, plantations (y c. aménagements) ⁽¹⁾	105,4	99,5
Bâtiments et installations	16,4	18,4
Matériel	23,8	20,3
Cheptel total	24,3	18,2
Autres immobilisations	2,4	2,6
Stocks	19,3	18,6
Valeurs réalisables et disponibles	14,2	16,1
Total passif	205,8	193,8
Capitaux propres des exploitants	94,4	70,3
Capitaux des bailleurs fonciers	67,6	81,3
Dettes financières	34,2	31,6
Dettes non financières (ex : fournisseurs, tiers)	9,5	10,6

(1) Dans le bilan financier de l'agriculture, l'ensemble de la SAU a été valorisé quel que soit le mode de faire-valoir alors que dans le bilan moyen par exploitation, la valeur des terrains agricoles ne concerne que les terres en propriété inscrites à l'actif.

Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

Immobilisations moyennes par exploitation selon l'orientation



Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

Capital moyen immobilisé par exploitation

	1990	%	2005	%
	millier d'euros 2005		millier d'euros 2005	
Terres agricoles en propriété (y c. aménagements)	62,6	34	44,0	21
Bâtiments et installations d'exploitation	31,4	17	53,2	26
Matériel	41,1	22	51,8	25
Plantations	8,7	5	8,3	4
Animaux reproducteurs	29,2	16	35,0	17
Autres immobilisations corporelles et incorporelles	10,1	6	14,8	7
Immobilisations totales	183,1	100	207,1	100

Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.